

Le budget

documents politiques. Ce sont les documents budgétaires, les chiffres préparés par le gouvernement.

Une famille à un revenu, qui a deux enfants et qui gagne 15 000 \$ par année, autrement dit, une famille qui se trouve parmi les plus pauvres d'entre nous, cette famille de quatre personnes qui vit dans une maison, une unité, un appartement, un immeuble et qui gagne 15 000 \$ par année va bénéficier d'une grande réduction d'impôts. Le gouvernement a fait le calcul pour nous; cette famille épargnera 2 \$. Cette famille va bénéficier d'une réduction d'impôts de 2 \$ cette année. Une famille de quatre personnes qui gagne 20 000 \$ par année va bénéficier d'une réduction d'impôts—préparez-vous, retenez-vous, tournez votre stimulateur cardiaque—une réduction de 6 \$. Pour une famille de quatre personnes qui gagne 30 000 \$ par année—l'allègement fiscal devient plus généreux à mesure que nous avançons—la réduction sera de—soit dit en passant, il s'agit de 2 \$ ou de six dollars par année, non pas par jour ni par mois ni par semaine—elle sera de quinze \$. Si vous avez un revenu familial de 40 000 \$ par année, vous économiserez 27 \$ mais si votre revenu va jusqu'à 100 000 \$ par année, vous bénéficierez d'une réduction d'impôts de 111 \$.

Il faudrait être le plus grand vendeur de voitures d'occasion du monde, avec tout le respect que je leur dois, pour prétendre que cette espèce de réduction d'impôts de deux, de six, de quinze ou de vingt-sept dollars par année va stimuler l'économie.

Si ce budget était une voiture d'occasion, il n'aurait pas de roues.

Le gouvernement du Canada ne peut pas être sérieux lorsqu'il prétend qu'il essaie de tendre la main aux plus démunis et de donner un élan à l'économie de ce pays. Il ne peut pas être sérieux lorsqu'il prétend qu'il veut, d'une part, faire preuve de compassion et, d'autre part, relancer l'économie.

M. Benjamin: Non, ils y croient réellement.

M. Tobin: Mon collègue du Nouveau Parti démocratique qui représente la circonscription de Regina—Lumsden, un grand député qui s'en va et qu'il sera très difficile de remplacer, sauf par un bon libéral, dit qu'ils y croient réellement. Je ne suis pas aussi cruel que lui. Pour moi, même le gouvernement ne croit pas à sa folle prétention de stimuler l'économie avec cet allègement fiscal chiche, misérable, ridicule, insultant, froid, cruel et insensible de deux dollars. Même le gouvernement ne croit pas à ses belles paroles lorsqu'il nous dit qu'il va stimuler l'économie avec cela. Le gouvernement prétend également qu'il va procéder à quelques petites réductions d'impôt. Même

mon cher collègue, le député de Mississauga—Sud admettrait qu'elles sont mineures. Lui qui s'y connaît dans tout cela, il admettrait qu'elles le sont mais qu'elles vont redonner confiance au monde des affaires. La vérité, c'est que l'effet de cette collection de mesures mineures, tout à l'avantage des entreprises et conçues pour leur redonner confiance, est annihilé à chaque fois que sont publiés les taux d'intérêts, les vrais taux d'intérêts canadiens, et qu'on les compare aux taux américains et qu'ils sont sensiblement plus élevés dans notre pays qu'au sud de la frontière.

Les effets de ces concessions, que l'on prétend mineures, sont plus qu'annulés lorsque le dollar canadien remonte comme il l'a fait aujourd'hui. Nous sommes une nation exportatrice. Que nous exportions du poisson, des produits miniers, du bois ou des produits manufacturés, nous exportons. Nous sommes l'un des plus gros exportateurs au monde. Nous sommes l'un du G-7, l'un des pays occidentaux dont la santé financière dépend le plus des exportations. Lorsque notre dollar augmente, notre compétitivité en tant que nation exportatrice diminue.

Et pourtant le gouvernement continue aveuglément à maintenir des taux d'intérêts élevés et à soutenir un dollar fort. On fait croire aux Canadiens que les taux d'intérêts ont sensiblement diminué, et c'est vrai qu'ils ont baissé, nous le reconnaissons et nous nous en réjouissons. Mais il en coûte toujours beaucoup plus de faire des affaires ici qu'au sud de la frontière. Mon cher collègue de Mississauga—Sud ne dira pas le contraire car les chiffres ne mentent pas.

Qu'avons-nous ici pour redonner vraiment confiance au monde des affaires canadien? Rien. Nous avons un ministre des Finances qui a refusé de porter une paire de chaussures neuves le jour où il a déposé son budget. Il n'a pas mis de chaussures neuves parce que son budget ne l'était pas. C'est une reprise des quatre ou cinq derniers budgets déposés par ses prédécesseurs. C'est le même refrain que nous ressort ce gouvernement qui nous a lui-même mis dans le pétrin dans lequel nous nous trouvons maintenant.

Les Canadiens voulaient des changements, des changements positifs. Ils voulaient un gouvernement entreprenant, déterminé à remettre ce pays au travail. Et dans ce domaine, ce budget a trahi les Canadiens. Il ne contribue en rien à redresser l'économie, à assainir le climat économique, à renforcer l'unité nationale. Il n'apporte rien à ces gens qui, plus que jamais dans notre histoire, ont besoin qu'on leur donne l'occasion de retourner au travail, de retrouver la dignité que leur confère un chèque de paye et de reprendre un peu confiance dans la santé et la force de ce pays.